



CADRE 1 : DESCRIPTION DE LA DECLARATION	CADRE 2 : DECLARATION
<p><b>Déposée le :</b> 19/10/2023</p> <p><b>Par :</b> [REDACTED]</p> <p><b>Demeurant à :</b> [REDACTED]</p> <p><b>Représentée par :</b> [REDACTED]</p> <p><b>Pour :</b> Travaux de mise en sécurité du château suite à un péril imminent, qui viseront notamment à :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Installation d'une clôture ;</li><li>2. Fermeture de toutes les ouvertures ;</li><li>3. Installation de barrières ;</li><li>4. L'étagage et l'arrimage des parties dangereuses ;</li><li>5. Restauration de la structure de protection du toit.</li></ol> <p><b>Terrain sis :</b> 62 RUE DE CHANTELOUP</p> <p><b>Cadastré :</b> AD55</p>	<p><b>N° DP 091 552 23 1 0136</b></p> <p><b>Surface du terrain : 53 310,00m<sup>2</sup></b></p> <p><b>Surface de plancher créée : /</b></p>

## Le Maire au nom de la commune

Vu la déclaration préalable susvisée (cadre 1) ;

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L 421-1 à L 421-4, R 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 29 septembre 2016, rectifié le 26 janvier 2017 et modifié par délibération du conseil municipal du 6 décembre 2018 ;

Vu la modification n°2 approuvée par délibération du conseil municipal du 7 octobre 2021 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2022-018 du 17/03/2022 portant prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme et fixant les objectifs et les modalités de la concertation ;

Vu la délibération portant en débat les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durant du Conseil Municipal n°2023-19 du 17 mars 2022 ;

Vu la délibération portant en débat les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durant du Conseil Municipal du n°2023-54 du 17/10/2023

Vu la servitude de protection des sites pittoresques (AC2) ;

Vu les servitudes attachées aux canalisations d'eau et d'assainissement (A5) ;

Vu les servitudes relatives aux canalisations de gaz (I3) et en zone impactées par la SUP1 (I3) ;

Vu l'avis de dépôt de la demande déposée en mairie de Saint-Germain-lès-Arpajon le 19/10/2023 et affichée le 27/10/2023 ;

Vu la demande qui a pour objet des travaux de mise en sécurité du château suite à un péril imminent, qui viseront notamment à :

1. Installation d'une clôture ;
2. Fermeture de toutes les ouvertures ;

3. Installation de barrières ;
4. L'étaisage et l'arrimage des parties dangereuses ;
5. Restauration de la structure de protection du toit

Vu l'avis avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13/11/2023,

## DECIDE

### ARTICLE 1

Il n'est pas fait **opposition à la demande susvisée.**

### ARTICLE 2

Le pétitionnaire devra respecter strictement les prescriptions et recommandations, observations émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis en date du 13/11/2023 ci-annexé à la présente décision.

### ARTICLE 3

Tout projet de construction devra respecter en tous points le règlement du plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur et notamment de la zone N et N\*.

Fait à Saint-Germain-lès-Arpajon,  
Le 17/11/2023



**Pour le Maire, et par délégation,  
La 2ème Adjointe chargée de l'Urbanisme,  
du Droit des sols et du Cimetière**

Laudénia VELHO

N° DP 091 552 23 1 0136

---

### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **AFFICHAGE** : Dès la date à partir de laquelle les travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. La mairie en fait l'affichage durant deux mois.
- **VALIDITE** : (Allongement de la durée de validité des autorisations d'urbanisme - décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016 - Le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication)
- La déclaration préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- Les dispositions relatives à l'allongement de la durée de validité des permis et des décisions de non-opposition à déclaration préalable s'appliquent aux autorisations en cours de validité à la date de publication du décret. Le décret porte le délai de validité initial des autorisations d'urbanisme de deux ans à trois ans. Ce délai pourra être prorogé d'un an, non plus une seule

fois mais deux fois. Enfin, le délai de validité portant sur des ouvrages de production d'énergie renouvelable pourra être prorogé plusieurs fois pour une année, jusqu'à l'achèvement d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. Ces dernières dispositions étaient jusqu'alors réservées aux seuls projets éoliens.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).